

**SPÉCIAL Marche Mondiale des femmes  
Le 17 octobre - Clôture de la 3<sup>ème</sup> Marche  
En RDC et dans le monde**

---

**SOMMAIRE**

- 1 - Dimanche 17 octobre - Clôture de la 3<sup>ème</sup> Marche Mondiale des Femmes - les initiatives : Paris, Narbonne, Valence, Marseille, Rennes, Périgueux...
  - 2 - Réunion nationale de la Marche Mondiale des Femmes France le 7 novembre
  - 3 - Réunion publique « De retour du Congo », le 6 novembre à Paris
  - 4 - Lettre à votre opérateur téléphonique - Page 2
  - 5 - Manifeste des femmes pour la paix - Page 3
  - 6 - La clôture de la troisième action de la MMF à Bukavu en RDC - Page 4
  - 7 - Texte mis en débat : une analyse de la situation en RDC et dans la région des grands lacs et nos propositions - Page 6
- 

**Le dimanche 17 octobre, à Bukavu en République Démocratique du Congo, aura lieu la clôture mondial de la 3<sup>ème</sup> Marche Mondiale des Femmes. Les collectifs nationaux de la MMF organiseront ce jour-là des initiatives partout dans le monde sur le thème de la "Situation des femmes dans les pays en guerre et en conflits". En France, des initiatives sont prévues les 16 et 17, nous vous faisons part de ceux qui nous ont été communiqué.**

**1 - Dimanche 17 octobre - Clôture de la 3<sup>ème</sup> Marche Mondiale des Femmes - les initiatives**

**\* 17 octobre à Paris**

A Paris, nous avons décidé de faire une initiative sur le parvis de Beaubourg avec tracts, panneaux, mise en scène... Nous vous invitons donc à vous joindre à cette initiative.

**RENDEZ-VOUS**

**Place Igor Stravinski (métro rambuteau)  
17 octobre de 16h à 18h,**

**\* 17 octobre à Narbonne accueille la Marche Mondiale des Femmes**

Parc des sports et de l'amitié, de 9h30 à 20h : stands, animation, marche collective. En savoir plus sur [www.cidff.fr](http://www.cidff.fr) ou 04 68 42 51 33. Organisé par le Planning Familial, la Maison des potes, Ni putes ni soumises, la CIMADE, le Collectif 11 pour les droits des femmes. En collaboration avec Octobre Rose et la Ville de Narbonne

**\* 16 octobre à Valence :** Pour la 3<sup>ème</sup> fois, après 2000 et 2005, les femmes du monde entier marchent solidairement contre les violences qu'elles subissent, pour l'égalité des droits, pour l'autonomie financière.

Les marches ont commencé le 8 mars, journée internationale des femmes, dans de nombreux pays et de nombreuses villes, dont Valence. En juin, les délégations nationales se sont réunies à Paris, puis des délégations européennes à Istanbul. La Marche se terminera le 17 octobre en RDC à Bukavu, pays en guerre où les femmes sont victimes de viols, de meurtres et d'atrocités dans le silence des nations.

C'est pourquoi, femmes et hommes réunis, nous marcherons solidairement pour les droits des femmes d'ici et d'ailleurs le samedi 16 octobre 2010.

PROGRAMME :

11h à 16h : animations sportives au Parc Jovet, stands d'information et pique-nique sur le champs de Mars

16h30 à 17h : marche dans les rues de Valence et accueil à l'Hotel de ville

19h à 20h : projection dans le hall du Lux d'images de la Marche Mondiale des femmes à Paris et à Istanbul en juin 2010-10-07 20h : projection au Lux du film Persepolis de Marjane Satrapi

#### \* 17 octobre à Marseille

Grand rassemblement sur le Vieux Port de 11h à 16h, avec des interventions d'associations et organisations, de la musique africaine, un pique-nique féministe...

#### \* 17 octobre à Rennes

Marche vers la place de la Mairie. Attendons d'autres renseignements

#### \* Le 17 octobre à Périgueux

Conférence de presse le 14 octobre à la Mairie en présence d'une élue, Mme Moulènes, avec la banderole de la Marche Périgourdine, une affiche expliquant les thèmes de la Marche, des photos de la manifestation des 12 et 13 juin à Paris.

### 2 - Réunion nationale de la Marche Mondiale des Femmes France le 7 novembre

Cette réunion se tiendra de 9h30 à 17h, au local du SNUipp-FSU, 12 rue Cabanis, Paris 13<sup>ème</sup>, métro Glacière. Vous recevrez la semaine prochaine un Courrier Spécial de la MMF avec Ordre du Jour, Bulletin d'inscription et texte de bilan de la MMF 2010.

### 3 - Réunion publique « De retour du Congo », le 6 novembre à Paris

Nous avons voulu profiter de la présence à Paris de militant-es des régions, pour cause de manifestation nationale pour le droit à l'avortement et de réunion nationale MMF, pour vous proposer une réunion publique à la fin de la manifestation, vers 18 heures, lieu à préciser.

Les déléguées françaises en République démocratique du Congo pour la phase finale de la Marche Mondiale des Femmes 2010, seront toutes présentes à cette réunion et nous feront le récit de cette mobilisation mondiale. Raffraichissements et manger sur place.

### 4 - Lettre à votre opérateur téléphonique à propos du Coltan, minéral extrait en RDC (double à [marchfem@rezisti.org](mailto:marchfem@rezisti.org))

Nom, prénom, adresse ; à : Nom Opérateur, Objet : Demande d'information

Madame, Monsieur, utilisateur-trice d'un téléphone portable de la marque de votre société, j'ai récemment été interpellé-e sur les conditions d'exploitation d'un minéral, **le coltan**, indispensable à la fabrication de tous vos téléphones.

En effet, un rapport des Nations Unies<sup>1</sup> mentionne que les multinationales qui participent à l'extraction du Coltan, dans la région du Sud Kivu en République démocratique du Congo, financent indirectement la guerre en payant des taxes aux groupes rebelles qui maîtrisent les mines de ce pays.

De surcroît, Les provinces du Nord et du Sud Kivu ayant été sous occupation étrangère, le commerce du Coltan s'est opéré en violation du principe de souveraineté des Etats sur leurs ressources naturelles, tel que garanti par les textes internationaux. Le récent rapport de

---

<sup>1</sup> Additif au rapport du Groupe d'Experts des Nations Unies sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la RDC. New-York, 13 novembre 2001.

l'ONU paru le 1<sup>er</sup> octobre 2010 identifie clairement le lien entre l'exploitation des richesses en RDC et la poursuite de la guerre. Ce rapport dénonce aussi nettement le rôle joué par plusieurs multinationales<sup>2</sup> dans le financement de la guerre dans l'Est du Congo.

Cette recherche effrénée de profits implique que les droits de l'Homme les plus élémentaires sont bafoués et que des populations entières sont victimes des pires exactions : génocides (4 millions de morts), viols massifs de femmes, (premières victimes de ces conflits économiques), exploitation du travail des enfants survivants dans les mines, catastrophe écologique (l'environnement protégé de cette région est dorénavant dévasté), catastrophe sanitaire.

Dans ce contexte, j'aimerais que vous me donniez de plus amples informations sur la responsabilité ou non de votre société dans cette guerre économique et dans ce génocide. Si tel était le cas, en tant que citoyen-ne responsable, je me verrais dans l'obligation de prévenir tous mes réseaux sociaux.

Cordialement, NOM PRENOM, Signature ;

## 5 - Manifeste des femmes pour la paix

Nous, les femmes, partout dans le monde, subissons avec force la dure réalité de la guerre, et constatons l'avancement de la militarisation sur la vie civile, sur nos territoires et sur nos corps. Surmontant la peur et le silence, nous nous mettons en marche, en ces endroits convertis en champs de bataille, pour unir nos voix au nom de la justice et de la paix.

Longue est l'histoire des conflits armés, des génocides, des répressions. Le langage de la violence, bien établi à l'intérieur du capitalisme et du système patriarcal, avec le soutien des multinationales, mercenaires et paramilitaires, permet que les guerres s'installent, certaines très médiatisées, d'autres oubliées, mais toutes infligeant les mêmes séquelles.

Dans toutes les régions, même si très différents, les témoignages ont tous les mêmes points en commun. Femmes et fillettes harcelées sexuellement dans des postes de contrôle, violées par des groupes d'hommes armés et ensuite abandonnées par leurs communautés. Femmes qui sortent en courant sous un ciel de balles, avec balluchons et enfants sous les bras vers un refuge incertain, loin de leur culture et de leur histoire à reconstruire, dans l'espoir que le jour se lève encore... Femmes et fillettes, transformées en butin de guerre, en objectif militaire des groupes armés. Femmes et fillettes saisies par la traite, la prostitution ou qui ne reviennent jamais, faisant partie de la liste des féminicides.

Abondent les raisons pour défier la violence qui fait des nous des cibles. Abondent aussi les raisons pour défier d'autres prétextes invoqués pour justifier des conflits aussi guerriers que la discrimination ethnique, le racisme, la criminalisation de la pauvreté ou la résistance à l'injustice.

Nous avons la responsabilité de faire taire les armes et de dénoncer les prétextes dont se sert le pouvoir pour nous immobiliser, en nous servant des faux discours sur la sécurité, les missions humanitaires et le combat contre le terrorisme, pendant qu'avancent l'industrie des armements, l'installation des bases militaires, la privatisation et la destruction des ressources naturelles.

Dans la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité de 2005*, nous déclarons que la Paix, c'est beaucoup plus que l'absence de guerre : c'est le respect et l'accomplissement de tous nos droits, en tant qu'habitantes et habitants de cette planète. C'est dans ce sens que nous

---

<sup>2</sup> **Sociétés en cause** : Les sociétés de fabrication de composants de tantes (Type condensateurs) : AVX Corp (USA) ; Vishay (USA) ; EPCOS (Allemagne) ; NEC Tokin (Japon) ;... Les sociétés de fabrication des produits finis : Nokia ; Motorola ; Ericsson ; Panasonic ; Samsung ; Siemens ; Sony ; Sagem ; Cisco ; Lucent ; Alcatel ;...

continuons à marcher, main dans la main, avec les femmes et les hommes, les mouvements sociaux et les peuples du monde qui luttent pour éliminer la pauvreté et la violence et pour construire une paix durable.

La Marche Mondiale des Femmes est un mouvement international féministe qui est né en l'an 2000. Ce ralliement incontournable est constitué de groupes des femmes et d'organisations de la base qui dénoncent la pauvreté, l'oppression, l'exploitation, la discrimination, et qui luttent pour y mettre fin.

Depuis le 8 mars 2010, nos pas ont résonné dans 52 pays. Des dizaines de milliers de femmes ont organisé et participé à plusieurs actions nationales autour de 4 champs d'action : l'autonomie économique des femmes, le bien commun et l'accès aux ressources et aux services publics, les violences envers les femmes, la paix et la démilitarisation.

En ce 17 octobre 2010 nous sommes ici, à Bukavu, province du Sud Kivu, République Démocratique du Congo, où la violence sexuelle provoquée par la guerre s'abat sur les femmes et les fillettes de ce pays. Nous sommes ici en solidarité avec toutes ces femmes qui résistent quotidiennement aux conséquences de ce conflit armé. Nous terminons dans cette nation notre troisième action internationale.

En l'an 2000, notre première action comme Marche Mondiale des Femmes a été l'une des initiatives qui a poussé le Conseil de Sécurité des Nations Unies à adopter la Résolution 1325 dans laquelle sont reconnus les impacts de la guerre sur les femmes et le besoin d'inclure les femmes dans tous les processus de résolution des conflits. Cependant, beaucoup de gouvernements et institutions restent les bras croisés. L'impunité continue.

Nous sommes toujours en action. Notre solidarité s'étend à toutes les femmes et à tous les territoires frappés par la violence de la guerre et de la pauvreté. Nous nous mobilisons, nous brisons le silence, nous renouvelons notre engagement à continuer notre marche en lien avec les 5 valeurs de la *Charte mondiale des femmes pour l'humanité* : l'égalité, la liberté, la justice, la solidarité et la paix.

**Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche !**

## **6 - La clôture de la troisième action de la MMF à Bukavu en RDC**

La troisième action internationale de la Marche Mondiale des Femmes (MMF) a commencé le 8 mars 2010. Depuis, des actions nationales ont été réalisées dans 52 pays en mobilisant directement plus de 38.000 femmes qui ont bâti des plateformes nationales autour de quatre champs d'actions : autonomie économique des femmes ; bien commun et services publics ; violence envers les femmes ; paix et démilitarisation.

Au Pakistan, les femmes sont sorties dans les rues, même après que les fondamentalistes aient fait exploser des bombes pour terrifier la population. Au Mali, les femmes ont débattu sur la construction de la paix et ont organisé des manifestations à Gao, zone de conflit armé. En Grèce, elles ont réalisé des manifestations contre la continuité des dépenses militaires au moment de la crise financière, alors que les autres dépenses publiques sont coupées, et dénoncent le manque de politiques publiques face à l'augmentation du chômage, déjà élevé chez les femmes. Au Brésil, plus de 2.000 femmes ont marché pendant 10 jours sous le slogan : «Nous serons en marche jusqu'à ce que nous soyons toutes libres».

Au cours de l'année 2010, nous avons réalisé trois actions régionales qui ont amené des débats et de manifestations publiques. En Asie, des femmes de 10 pays se sont rencontrées à *Manille*, Philippines, et ont manifesté contre l'intervention, le contrôle et la présence militaire des États-Unis au Sud Est Asiatique. En Europe, des femmes de 23 pays se sont rencontrées à Istanbul, Turquie, et ont proclamé dans les rues leurs revendications avec le slogan

«Femmes, Paix, Liberté». En Amérique, la MMF s'est jointe au Mouvements des Femmes contre la Guerre et pour la Paix ainsi qu'à d'autres mouvements populaires pour faire connaître et dénoncer la réalité du conflit colombien et protester devant la Base Militaire de Palenquero, en Colombie, une des sept bases où les États-Unis veulent s'installer pour avoir un contrôle géopolitique de la région.

La clôture de tous ces riches processus se réalisera à Bukavu, République Démocratique du Congo (RDC). Nous avons décidé d'y aller, d'abord pour exprimer notre solidarité avec les femmes qui résistent quotidiennement dans un contexte de conflit armé, en particulier les femmes de la région Est de la RDC. Mais aussi, nous serons à Bukavu pour continuer notre travail de réflexion et de dénonciation de la militarisation croissante du monde : la militarisation montante est un outil que soutient le patriarcat dans ses liens avec le capitalisme et le racisme.<sup>3</sup> Pendant notre action, nous avons rencontré plusieurs exemples de la manière dont ces liens sont tissés. En Corée, les bases militaires des États Unis sont entourées par des maisons de prostitution, surtout des femmes immigrées des Philippines ou de Russie. Les corps de femmes sont utilisés pour faire plaisir aux «visiteurs» qui gardent une relation toujours hiérarchique et contrôlée avec les peuples locaux. En Colombie, les paramilitaires ou l'armée entretiennent l'illusion des adolescentes de se sentir protégées par un amant en uniforme, afin d'extraire des informations ou d'avoir quelqu'un qui leur prépare à manger. En Turquie, les nationalistes traitent en ennemis ceux qui refusent de faire le service militaire et menacent de violer leur mère. Reconnaître les liens entre exploitation économique et violences racistes et sexistes, que ces exemples nous présentent et qui marquent la vie de millions de femmes dans le monde, est un moyen fondamental pour trouver des alternatives qui vont directement au but.

En RDC, plusieurs organisations de femmes existent au niveau local. Mais la concertation entre elles n'est pas facile : en effet, le pays est trop vaste, les rencontres entre personnes coûtent très cher, les problèmes sont nombreux suite aux conflits armés qui se répercutent de plusieurs manières dans la société et ont comme conséquences des tensions permanents et violations graves des droits humains. Le mouvement des femmes n'est pas exempt de tous ces abus.

Les femmes de la RDC ont des propositions pour leur pays, des propositions qui ont leurs racines dans ces expériences quotidiennes de lutte. Notre but est de les renforcer pour que leurs démarches aboutissent et assurent une vie de justice, de liberté, d'égalité pour les femmes et tout le peuple. Un des résultats attendus de la clôture de notre action à Bukavu sera le rassemblement des femmes des différentes provinces de la RDC pour se concerter autour d'un Cahier des Charges - une plateforme des demandes nationales. Les femmes de la RDC vont se rassembler aussi pour trouver une manière de travailler ensemble et construire une Coordination Nationale de la MMF comme un mouvement permanent.

Il n'est pas possible de résoudre les conflits en RDC sans prendre en compte les pays limitrophes. Nous sommes sûres que le travail commun des organisations des femmes des pays des Grands Lacs africains créera une base solide pour le dialogue et l'unité des peuples dans la région. Suite à l'Action Internationale de la MMF de l'an 2000, cinq coalitions d'associations féminines du Burundi, de la RDC (Nord et Sud Kivu) et du Rwanda ont décidé de travailler ensemble pour la paix dans la région des Grands Lacs par la participation des femmes. Ainsi est née la COCAFEM - GL (Concertation des Collectifs des Associations œuvrant pour la promotion des Femmes de la Région des Grands Lacs Africains).

---

<sup>3</sup> Plus informations disponibles dans le site web de la Marche mondiale des femmes: <http://www.marchemondiale.org/themes/paix/fr/>.

En 2000, elles se sont dotées d'une plateforme commune pour réclamer :

- La reconnaissance de la femme en tant qu'interlocutrice dans la recherche de la paix dans la sous-région des Grands Lacs africains.
- La mise en place de mécanismes d'identification des réseaux de commercialisation des armes, de prévention et d'arrêt des conflits qui ravagent la sous-région des Grands Lacs africains.
- Pour dire "**stop**"! aux pays qui se cachent derrière des intérêts économiques pour mettre la sous-région de Grands Lacs africains à feu et à sang.
- La mise en place de mécanismes adéquats pour condamner et punir tous les crimes commis dans la sous-région des Grands Lacs africains.
- L'adoption de mesures d'annulation de la dette en faveur des programmes de réhabilitation socio-économique des pays de la sous-région de Grands Lacs africains sans autres conditions.
- La révision de la législation nationale et internationale et l'élaboration des mécanismes d'application en vue d'éliminer toutes les inégalités basées sur le sexe.
- La considération de la lutte contre le SIDA comme la priorité des priorités dans la sous-région de Grands Lacs Africains.»

Cette plateforme est un point de départ et une référence pour les femmes qui viennent d'autres pays. Nous espérons que le moment de l'action sera une occasion de rencontre entre les femmes de la RDC, Rwanda, Burundi, mais aussi de République Centrafricaine, Uganda et Kenya, où une nouvelle Coordination Nationale de la MMF est très active et engagée auprès des femmes les plus pauvres.

À Bukavu, nous irons aussi échanger avec les femmes qui vivent dans d'autres pays et qui résistent aux différentes formes de militarisation. Ce sera un moment favorable pour approfondir les analyses qui ont comme point de départ les demandes et engagements que nous nous sommes accordés pendant la VIIème Rencontre Internationale de la MMF pour les quatre champs d'actions, particulièrement sur le thème de la paix et la démilitarisation. (Voir annexe à la fin du texte)

## **7 - Texte mis en débat : une analyse de la situation en RDC et dans la région des grands lacs et nos propositions**

L'analyse qui suit est un regard extérieur et, en même temps, l'expression des apprentissages que nous, les activistes de la MMF avons eu en partageant des luttes et des débats avec nos soeurs congolaises. Ce texte a été conçu pour animer nos débats à Bukavu et ailleurs, en particulier dans les pays où des actions simultanées de solidarité auront lieu le 17 Octobre 2010.

Ce texte exprime la vision de la MMF au niveau international, et ne remplace pas l'élaboration d'une plateforme nationale en RDC ni l'actualisation de la plateforme des femmes de la région des Grands Lacs. Il est organisé autour de trois questions clés : la prévention et la lutte contre la violence envers les femmes; le retrait progressif de la Monusco et le rôle de l'armée congolaise ; et l'auto-détermination du peuple congolais concernant l'utilisation des richesses de son territoire. Il est complété par le texte annexe du Comité pour l'Annulation de la Dette au Tiers Monde (CADTM), organisation alliée à la MMF, autour de la question du point d'achèvement de la dette en RDC.

### **La violence envers les femmes**

La violence sexuelle est tellement répandue pendant dans le conflit en RDC que la violence envers les femmes est même considérée comme une caractéristique de cette guerre.

Le viol collectif et massif des femmes et jeunes filles a été rapporté au Sierra Leone, au Rwanda, au Liberia, aux Balkans, Uganda et Soudan. Mais en RDC, le viol collectif est utilisé de manière systématique et par tous les acteurs armés comme une arme de guerre.

Comme toujours dans le cas de violence sexuelle, il est très difficile de rapporter les témoignages et les données sont toujours sous-estimées. Les Nations Unies rapportent 27.000 cas de viols en 2006, dans la RDC. L'*International Rescue Committee* enregistre 40.000 cas de viols dans la province de Sud Kivu entre 2003 et 2008. Et plus récemment, le rapport d'une seule attaque dans le territoire de Walikale au Nord Kivu, dans la soirée du 30 Juillet, estime que plus de 300 femmes ont été violées, quelques-unes plusieurs fois.

Une étude sur les femmes soignées à l'Hôpital Panzi, à Bukavu dresse un portrait de la violence sexuelle au Sud Kivu<sup>4</sup>. Ce sont des femmes de tous âges, de toutes ethnies, dont la majorité est paysanne. La majorité des viols ont été perpétrés par des hommes en uniforme, dans des situations de viols collectifs (*gang rapes*), à proximité ou à l'intérieur même des maisons des victimes, le soir.

Les agresseurs arrivent pour piller et violent les femmes pour soumettre les communautés qui ne réagissent pas ou ne les dénoncent pas. Les viols ont aussi pour but de désorganiser la vie communautaire, de pousser les habitants à se déplacer ou d'accepter de travailler dans des conditions d'esclavage.

Les agressions rapportées sont effrayantes : l'introduction d'objets dans le vagin est une pratique commune - comme des armes qui sont actionnées dans le corps de la femme. Les pères sont obligés de violer leurs filles et les frères leurs sœurs. Des jeunes femmes sont kidnappées et utilisées comme des esclaves sexuelles jusqu'à ce que la communauté paye pour les libérer.

Les femmes arrivent à l'Hôpital Panzi après avoir contacté des ONG ou des organisations des femmes. Parmi les femmes qui arrivent à l'hôpital, 37,4 % ont cherché un soutien trois ans après avoir vécu des violences. Plusieurs arrivent parce qu'elles ont besoin d'intervention chirurgicale pour la reconstruction du vagin ou de la région pelvienne. La stigmatisation des femmes violées est très forte, soit par la communauté, soit par leurs propres maris, qui les abandonnent par crainte des représailles.

L'étude enregistre aussi une forte augmentation des cas de viol commis par des civils: ceci démontre une banalisation de la violence sexuelle envers les femmes.

Plusieurs groupes de femmes et des ONG agissent contre la violence envers les femmes. La Commission Provinciale de Lutte contre les Violences Sexuelles (CPLVS) de Sud Kivu regroupe 155 ONG locales et plus de 10 ONG internationales qui soutiennent ce travail. Selon une femme accompagnée, «les bienfaiteurs nous apportent une aide multiforme: pour nous remonter le moral, faciliter une activité économique une fois rentrées dans la communauté, payer les soins médicaux des femmes violées malades et accompagner le dossier judiciaire des victimes qui portent plainte.»<sup>5</sup> Mais leurs efforts sont insuffisants devant la dimension du problème : l'Hôpital Panzi, par exemple, possède 334 lits, 200 pour les cas de violences sexuelles - et est prêt à accueillir 10 à 12 nouveaux cas par jour, mais la demande réelle est plus grande que ça. D'autres hôpitaux généraux de référence ne sont pas appuyés pourtant plus proches des victimes et pouvant apporter des soins appropriés à celles-ci avant les 72 heures.

---

<sup>4</sup> Harvard Humanitarian Initiative et Oxfam International: "Now the world is without me". An Investigation of Sexual Violence in Eastern Democratic Republic of Congo. Mimeo, April 2010.

<sup>5</sup> :Thadée Hyawe-Hinyi: Sud-Kivu: les femmes violées rapportent gros aux Ong. Grands Lacs Agence de Presse <http://www.syfia-grands-lacs.info>

Il faut augmenter significativement les ressources à tous les niveaux - du contact avec les femmes dans leurs communautés jusqu'à la première écoute, spécialisée, dans les maisons d'écoute et d'alerte, et dans les centres de santé. Il faut renforcer les services réalisés par les organisations de femmes de la région et de la RDC et que le travail des ONG internationales soit organisé à partir de la demande des organisations locales. De plus, il est nécessaire de créer et de renforcer les services de l'État Congolais, pour qu'ils puissent profiter de l'expérience des groupes de femmes et de leur travail sur le terrain.

L'aide aux femmes victimes de violence doit être réalisée de façon à ce que les femmes ne deviennent pas les objets de cette aide, mais soient actrices de leur propre vie. À mesure des possibilités, les femmes ne doivent pas être cantonnées au rôle de victimes dans les situations de conflits armés, mais au contraire devenir des sujets collectifs du changement social, pour qu'elles puissent toutes vivre libres de toutes formes de violence.

Les organisations des régions en conflit - y compris la Région des Grands Lacs - travaillent activement à la promotion de la résolution 1325, adoptée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies en 2000, concernant le rôle de la femme dans la prévention et la résolution des conflits et la consolidation de la paix<sup>6</sup>. La clause 10 demande à toutes les parties engagées dans les conflits de prendre des mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste, en particulier le viol et autres formes de sévices sexuels, ainsi que contre toutes les autres formes de violence dans les situations de conflit armé. Un collectif de la MMF à Gaspésie, Québec, a proposé une campagne pour que l'application de la clause 10 de la résolution 1325 soit légalement contraignante, avec des échéanciers<sup>7</sup>.

Tout ce travail est nécessaire et important. Mais il faut considérer que bien que le Conseil de Sécurité ait adopté six résolutions (entre 2000 et 2009) concernant la participation des femmes dans la résolution des conflits et la lutte contre les violences qu'elles subissent (1325 ; 1612 ; 1674 ; 1820 ; 1882 ; 1888), les conflits armés persistent, avec de grandes pertes en vies humaines et d'énormes souffrances parmi les populations civiles, avec les violences sexuelles contre les femmes, les amenant à l'appauvrissement et à l'exil.

Il faut éviter une interprétation qui réduit la participation des femmes dans la résolution des conflits à l'augmentation du nombre de femmes dans les missions militaires des Nations Unies. Aujourd'hui les femmes représentent 8 % des participants à des opérations de maintien de la paix de l'ONU et leur but est d'atteindre 20 % en 2014. L'image de femmes en casque bleu accompagne les nouvelles informations sur les résolutions concernant la participation des femmes dans la résolution des conflits sur les sites internet des organismes multilatéraux.

Malheureusement il n'y a pas de relation directe entre les résolutions prises par les Nations Unies et la réduction des conflits ou des pertes en vies humaines qu'ils provoquent. Malgré cela, il n'est pas rare d'entendre que les acteurs armés kidnappent ou violent car ils ne connaissent pas les traités et résolutions des Nations-Unies qui considèrent ces actions comme des crimes graves.

Au niveau intergouvernemental sur les documents, accords et projets, il y a une reconnaissance du besoin des ressources humaines et financières (soutien aux populations) surtout lors des moments d'offensives. Mais ces ressources sont résiduelles, venant après les démarches destinées à l'action militaire pour le désarmement des groupes rebelles. Notre

---

<sup>6</sup> [http://www.un.org/events/res\\_1325e.pdf](http://www.un.org/events/res_1325e.pdf)

<sup>7</sup> "Bâtir un monde de paix" disponible au [www.femmesjim.qc.ca](http://www.femmesjim.qc.ca)



objectif est la prévention de la violence. Quels sont les systèmes d'alerte, d'intelligence à être établis pour suivre les déplacements des groupes rebelles et éviter leur arrivée inattendue dans les communautés? La population a ses propres systèmes, comme dormir dans le maquis dans les moments les plus conflictuels. L'expérience des ONG et des groupes de femmes qui travaillent sur le terrain qui sont en contact direct avec les femmes dans leurs communautés est essentielle pour construire ce système d'alerte. Les expériences des autres pays sont aussi utiles comme référence pour indiquer ce qui peut ou ne peut pas fonctionner pour prévenir les viols massifs. En Colombie, par exemple, un « Système d' Alertes Précoces » (*Sistema de Alertas Tempranas*) a été créé pour organiser des informations au niveau local et pour mieux mobiliser des réponses préventives rapides et protéger les communautés dans des situations de conflit armé. D'un côté, ce type de mécanisme montre l'importance de la participation des réseaux communautaires et des organisations locales dans la prévention de la violence. D'un autre côté, l'initiative peut aussi être vaine si les informations obtenues sont utilisées dans une logique strictement militaire.

### **Désarmement, souveraineté et paix durable : le rôle de la Monusco et de l'armée nationale (FADRC).**

A partir des témoignages des femmes et de leurs évaluations sur les conflits et les efforts de paix impliquant leur propre vie, nous avons défini comme un des buts de notre action de réexaminer de façon critique la présence des forces de maintien de la paix de l'ONU dans les situations de conflit. Cette critique prend en compte l'inefficacité de cette présence militaire pour parvenir à la paix, et souligne l'impunité dont les forces des Nations Unies jouissent quand elles sont elles-mêmes auteurs de violences envers les femmes.

La MMF est présente dans 9 pays où il y a de missions de stabilisation des Nations Unies (Haïti, Sahara Occidental, Côte d'Ivoire, RDC, Soudan, Chypre, Inde/Pakistan, et très récemment nous avons un groupe de contact en Afghanistan). Surtout nos sœurs d'Haïti mènent une réflexion critique permanente sur la présence des troupes de l'ONU - la Minustah - qu'elles identifient comme une troupe d'occupation.

Dans le cas de la République Démocratique du Congo, en Octobre 2009, lors d'un atelier de préparation de notre action à Bukavu, nous avons formulé les objectifs des actions de la MMF par rapport au conflit : que la République Démocratique du Congo connaisse une paix durable, qui commence par la démilitarisation de l'Est de la RDC et le désengagement progressif et concerté de la Monusco. (qui remplace la Monuc).

La Monuc (Mission des Nations Unies pour le Congo) a établi sa présence dans le pays en 2000. Le conflit dans la région persiste ainsi que le recours à la violence envers les femmes comme arme de guerre. Le budget de la Monuc pour la période 1<sup>er</sup> juillet 2009 / 30 juin 2010 a été de 1350 millions de dollars américains, presque autant que le budget du gouvernement de RDC (qui s'élevait en 2009 autour de 1.800 millions). La présence de la Monuc a aussi affecté l'économie locale, ayant comme effets particuliers la distorsion des salaires en US\$ ou la dégradation des voies publiques dûe à l'intense circulation des grosses voitures. Sans compter que la plupart des dépenses, comme les dépenses en combustible, sont réalisées en Uganda - centre logistique de la Monuc et l'utilisation des institutions financières étrangères pour garder leurs fonds.

Le gouvernement de la RDC a demandé le retrait de la Monuc pour l'année de la commémoration du cinquantenaire de l'indépendance du pays. Le résultat de la négociation est l'accord sur la réduction de 2000 soldats et l'organisation d'une nouvelle mission, la Monusco - sigle qui ajoute le mot "stabilisation" - et qui reconnaît formellement le rôle du

gouvernement national et la souveraineté du pays. Le budget annuel n'a pas diminué. Le budget approuvé pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 2010 au 30 juin 2011 est de 1369 millions de dollars. La nouvelle mission doit avoir un effectif maximal de 17.745 en personnel militaire, 760 observateurs militaires, 391 fonctionnaires de police et 1050 membres d'unités de police constituées, en sus de composantes civiles, judiciaires et pénitentiaires<sup>8</sup>.

Nos sœurs du Congo considèrent que le retrait des forces des Nations Unies ne peut être réalisé sans que, d'autre part, l'armée nationale congolaise soit renforcée. Cette question est complexe: par rapport au rôle des armées nationales, il y a différentes perspectives venant des groupes de participantes de la Marche Mondiale des Femmes. Notre texte commun sur la paix et la démilitarisation affirme que «l'institution militaire contribue, de façons diverses, à former des jeunes hommes de manière à ce qu'ils occupent la place de dominants dans la société (selon la hiérarchie des rapports sociaux de sexe)». Nous avons considéré l'armée comme l'une des organisations les plus patriarcales dans toutes les sociétés, et l'une des plus révélatrices des inégalités qui caractérisent les rapports hommes-femmes: la hiérarchie, la domination et le culte du pouvoir du «chef», l'obéissance, la violence physique, l'absence d'esprit critique, un cercle fermé masculin, etc.

Néanmoins, les groupes de femmes en RDC analysent qu'il faut que le Congo finalise l'intégration des différentes factions militaires existantes dans une armée nationale, professionnalisée et disposant de ressources nécessaires en vue d'assurer l'intégrité du territoire et la souveraineté nationale. Le problème que nous posent nos sœurs congolaises n'est pas uniquement une particularité de la situation politique en RDC. Les questions concernant la création, le renforcement ou même les problèmes impliqués dans l'hypothèse de dissolution d'une armée nationale, sont liés avec les thèmes des territoires et de la souveraineté. En Haïti, par exemple, il y a des groupes de femmes qui affirment que la dissolution de l'armée par le président Aristide était une décision problématique. Dans l'enjeu des intérêts économiques et géopolitiques internationaux sur leur territoire, la présence de troupes militaires étrangères persiste, justifiée aux yeux de l'opinion publique internationale aussi par l'absence d'une armée nationale haïtienne.

Entre nous, activistes de la MMF, l'engagement est d'appuyer la démarche des congolaises pour une meilleure structuration de l'armée nationale - avec le paiement de soldes, transparence, responsabilisation et punition de cas de violences commises, prévention/lutte contre l'utilisation de la violence envers les femmes comme arme de guerre et comme pratique banalisée dans la société - ainsi que la non-militarisation de la vie civile. Dans cette proposition, l'armée ne s'implique pas dans les services d'éducation, santé, assistance sociale et humanitaire, et l'extraction minière qui doit être réalisée par des civils.

L'argent dépensé par la Monusco doit rester dans le pays, pas uniquement pour l'équipement de l'armée, mais pour des services publics en éducation, santé, pour la création d'infrastructures, communications et transports.

La voie de la négociation, intégration et réconciliation doit être toujours ouverte, surtout avec les pays voisins. Aux frontières, les différents peuples sont en échange culturel, économique, voire affectif permanent. Le dialogue, l'existence de conditions matérielles pour une vie digne et la justice sont la base d'une sécurité stable.

## **La nature, bien commun des peuples**

<sup>8</sup>

Information disponible sur [http://www.un.org/french/documents/view\\_doc.asp?symbol=A/C.5/64/19](http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/C.5/64/19)

Le Congo est un pays très riche. Il y a, par exemple, des réserves d'or, diamant, cuivre, cobalt et coltan, qui est la combinaison entre colombite et tantalite. Le coltan raffiné est un haut conducteur d'électricité utilisé dans les téléphones cellulaires, ordinateurs portables, et autres équipements électroniques. Le Congo possède 64% des réserves mondiales de coltan et les mines se concentrent dans la région du Kivu.

La RDC a 58,9 % de son territoire couvert par la deuxième forêt tropicale du monde, la forêt du Bassin du Congo. L'État est propriétaire de 80 % de la forêt qui est la principale source de subsistance (nourriture, énergie, abri, médicaments) pour plus de 60 % de la population. Le Congo est aussi riche en eau potable.

Les recettes pétrolières ont représenté 8 % des recettes totales du budget 2009. Au premier semestre 2010, le volume des recettes pétrolières a déjà dépassé le total de l'année 2009, grâce à l'augmentation du prix du baril. Dans le domaine de l'exploitation minière et des hydrocarbures, les recettes reçues avec bonus et participations ont totalisé 10 % des recettes. Les dons de projets ont atteint 18 %.

La presse étrangère et locale évoque la convoitise de tous les autres pays pour les richesses du Congo, qui est source de conflits et de souffrances pour le peuple congolais vivant dans des conditions de grande pauvreté. La convoitise a marqué l'histoire de la colonisation belge et les relations avec les États-Unis pendant la guerre froide. Au cinquantenaire de l'indépendance, la dette est la nouvelle forme de colonialisme.

L'accord entre la RDC et la Chine conclu en 2008 prévoit l'échange entre la concession des mines de cuivre et de cobalt et l'investissement des ressources nécessaires dans les mines et des œuvres d'infrastructure pour un total de 9 milliards de dollars américains. Le FMI a fait pression sur le gouvernement de RDC pour la révision de cet accord, en affirmant que cela augmenterait la situation d'endettement du pays. L'intervention visait apparemment à contrôler les risques pour les créanciers du nord: rien n'est dit sur les droits du peuple aux services publics qui sont sacrifiés au nom du paiement de la dette. La RDC a payé en 2009 quand la crise économique ravageait le monde 170 millions de dollars en intérêts de la dette illégitime contracté par l'ancien dictateur Mobutu. La révision de l'accord en 2009 a diminué les apports en investissement par la Chine, mais a gardé la concession pour l'extraction de 10 millions de tonnes de cuivre et 600.000 tonnes de cobalt, comme initialement prévu.

C'est juste au moment de ces négociations que des gouvernements et entreprises de l'Europe (particulièrement l'Allemagne et l'Angleterre), des États Unis et des organismes multilatéraux comme l'OCDE ont intensifié les débats et les initiatives autour de la transparence dans l'exploitation et le commerce des ressources naturelles.

Ces initiatives ont pris la forme de mécanismes visant à tracer l'origine des minerais et les certifier quant à leur non-implication des groupes armés, et à des garanties sur les conditions de travail et l'impact sur l'environnement. Le contrôle de la chaîne de production minière est l'une des principales sources de financement des acteurs armés avec l'exploitation directe de mines, recouvrement de pourcentage des travailleurs et des mineurs artisanaux, par le transport et le péage informel sur les routes contrôlées par les armes. Des estimations montrent que les groupes armés ont engrangé plus de 180 millions US\$ de recettes en 2009 grâce au commerce minier. En 2008, en RDC, pour chaque 5.000 kg d'or produit, 122,5 kg uniquement ont été exportés légalement.

Les initiatives des pays et entreprises du Nord se développent avec plus ou moins de relation avec le gouvernement de RDC ou la Conférence Internationale sur la Région des

Grands Lacs (CIRGL)<sup>9</sup>, qui fonctionne de manière permanente comme un organisme d'intégration et de promotion de la paix dans la région en partenariat avec les Nations Unies, l'Union Africaine et d'autres États.

Aux États-Unis, des ONG libérales comme le Center for American Progress et sa campagne *Enough Project* ou la féministe V-Day ont fait beaucoup de pression pour obtenir une réglementation de la production de minerais désengagée des conflits.

Le *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*, signé par le Président Barack Obama le 21 Juillet 2010 contient un amendement sur les conflits au Congo et les minerais. A partir de 2011, les compagnies doivent dire si elles utilisent des minerais de conflit - si c'est le cas, et si ces minerais proviennent de RDC elles doivent préciser les mesures qu'elles prennent pour garantir que les minerais sont produits en conditions légales, sans interférence des groupes armés. USAID prend la responsabilité de développer à ce titre une stratégie pour aborder la relation entre les groupes armés, les minerais de conflit et les droits humains.

La capacité de réponse de l'État Congolais à ces initiatives et pressions et la nécessité pour lui d'affirmer l'intégrité du territoire est au cœur de ce problème. Le 13 Septembre 2010, suite à l'annonce faite par le président Joseph Kabila en visite à Goma, le Ministre de Mines a annoncé la suspension des concessions pour toute activité minière au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema.

Les ONG ont à leur tour demandé aux compagnies de nouvelles avancées: le *trace-audit-certify*. Cela signifie que les compagnies doivent être capables de tracer l'origine et le parcours des minerais qu'elles utilisent et certifier qu'il y a une vérification indépendante et crédible pour que les consommateurs puissent avoir accès à des objets électroniques « libres de conflit ».

Mais le fait qu'un système de vérification soit externe ne veut pas dire que ce système est précis et fiable. L'USAID est connue comme un outil de l'impérialisme des États-Unis à travers le monde. Les transnationales minières qui s'occupent de cette vérification sur le terrain ne sont pas non plus des exemples de transparence ou de respect des droits humains. Le peuple congolais, en particulier les femmes qui supportent les plus dures conséquences de la guerre et des violences aggravées par exploitation des richesses naturelles sont beaucoup plus capables d'évaluer ce qui se passe dans la production de minerais en RDC. Ce sont elles qui doivent parler des enjeux de la présence des groupes armés et des entreprises étrangères dans ces activités et en mesurer l'impact environnemental et social. Leurs expériences et propositions ne tiennent pas dans les formulaires faits par la comptabilité des grandes entreprises.

La certification est aussi un enjeu pour l'accès des peuples de RDC aux forêts une fois que des projets d'instauration de « mécanismes de REDD » (Réduction des Emissions par Dégradation et Déforestation) sont en cours. Ces mécanismes sont basés sur l'idée absurde que le commerce des «droits à polluer» pourrait compenser le modèle de consommation et de gaspillage des pays du Nord. Même si initialement on suppose que les projets sont financés par des ressources publiques et par la Banque Mondiale, une structure financière se crée pour des futurs marchés de carbone basée sur la transformation des forêts en marchandise. L'objectif de cette politique n'est pas de résoudre le problème des changements climatiques,

---

<sup>9</sup> Angola, Burundi, République Centrafricaine, Congo, République Démocratique du Congo, Kenya, Rwanda, Soudan, Ouganda, Tanzanie et Zambie sont les pays membres de la CIRGL.

mais de gérer le désastre environnemental de façon à optimiser les profits des investisseurs internationaux.

En outre les projets de réserves forestières privées risquent d'aggraver les déplacements forcés, les violations de droits des peuples autochtones et l'interdiction d'accès des peuples aux forêts. Le peuple Pygmée d'Ituri, au nord-est du Congo, par exemple, est aujourd'hui un peuple en lutte contre le déplacement par l'exploitation sauvage des bois et la plantation de cacao dans les territoires dont ils sont les premiers habitants. Les forêts dans lesquelles les peuples autochtones ont développé leur vie et leur savoir, risquent encore de devenir des *commodities* environnementales, dans un marché international alimenté par les politiques REDD.

Les appropriations de terres par des investisseurs étrangers augmentent grâce aux grands projets de plantation de palme africaine pour la production d'agro carburant. Des compagnies chinoises et italiennes ont déjà annoncé des plans pour des énormes plantations entre 70.000 et 1 million d'hectares.

### **Pour poursuivre le débat**

La réalité de la République Démocratique du Congo est beaucoup plus complexe que ce qu'il est possible de présenter dans un texte écrit pour des femmes qui habitent ailleurs. Mais nous croyons qu'un regard externe est aussi utile, puisqu'il est imprégné de nos expériences de vie et de lutte qui ont beaucoup de similitudes avec celles de nos amies du Congo - car le patriarcat, le capitalisme et le racisme sont encore des systèmes hégémoniques dans le monde.

Il faut agir sur les causes de la violence envers les femmes, et nous croyons que cela passe par la résolution du conflit armé et par l'utilisation par le peuple des richesses naturelles de son pays.

Les groupes de femmes de RDC, des associations, des ONG et des groupes de base, travaillent fort pour soutenir les femmes victimes de violence et lutter contre l'impunité. Elles ont des propositions pour leur pays, comme le montrent les divers mouvements sociaux actifs au Congo. Nous voulons que notre passage par Bukavu soit marqué par la solidarité avec les femmes et avec toutes celles et ceux qui luttent pour libérer chaque territoire et chaque personne de l'oppression et de la violence afin d'assurer la justice et la paix.

### **Annexe : Demandes et engagements de la MMF envers la paix et la démilitarisation**

#### **Face à la lutte contre la militarisation nous demandons :**

- La réduction des dépenses militaires, c'est à dire, la réduction des budgets publics destinés à l'achat d'armes, à l'installation de bases militaires et au maintien des armées et leurs infrastructures. La fin des incitations à la fabrication et commerce des armes ;
- La fin immédiate des accords de bases militaires étrangères ;
- Le retrait des armées militaires étrangères dans les pays dans lesquels les conflits sont finis où les accords militaires ont expiré ;
- La fin de la criminalisation des manifestations et des mouvements sociaux, de la pauvreté et l'immigration, qui est fondée sur le manipulation idéologique de la lutte contre le terrorisme en faveur de la sécurité nationale et qui a pour but de légitimer la guerre et la propre terreur comme un moyen de contrôler les femmes, les peuples et les ressources naturelles ;

- La punition des auteurs de la violence envers les femmes dans les situations de conflits (armées, forces paramilitaires, guérillas, casques bleus de l'ONU, ainsi que maris ou parents) ;
- La participation des femmes (ayant la même importance que les hommes) dans les processus de prévention et gestion des conflits ainsi que dans les processus de maintien de la paix et construction post-conflits.

**Et nous réaffirmons notre engagement pour :**

- Dénoncer le rôle de l'industrie de l'armement dans le maintien des conflits, la militarisation et la manipulation des politiques gouvernementales ayant cet objectif. Dénoncer également le rôle des Etats et des entreprises transnationales qui tirent profit économiquement du conflit (contrôle des ressources naturelles - pétrole, eau, minerais, etc.) dans leur propre territoire ou dans d'autres ;
- Réaliser un grand processus d'éducation populaire pour préparer les femmes à discuter des sujets tels que les accords militaires, les ressources naturelles des territoires / pays, les causes économiques et politiques des conflits, la participation des pays qui soutiennent ou qui produisent les guerres, et l'industrie de l'armement afin qu'elles contribuent à briser le code de silence, en ce qui concerne la violence sexuelle et d'autres formes de violence ayant lieu dans les zones de conflit.
- Diffuser la réalité des pays et régions en conflit y compris les conflits « cachés » partout dans le monde, et la double violence extrême (viol et rejet) subie par les femmes dans cette situation, en diffusant des audiovisuels (films, photos et audio) et en organisant des événements et d'autres activités qui permettent à la MMF de jouer un rôle de Réseau d'alerte capable d'approfondir la réflexion et de motiver une action immédiate de soutien aux acteurs engagés dans ces conflits ;
- En se basant sur le témoignage de femmes victimes et protagonistes de paix, réexaminer de façon critique la présence des forces de maintien de la paix de l'ONU dans les situations de conflit en tenant compte de leur passivité et inefficacité pour parvenir à la paix et de l'impunité dont elles jouissent quand elles sont auteurs de violence envers les femmes.